



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bidépartementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers  
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 24 mars 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Carrières Pain**

Rue Pierre Pagenaud  
86500 Montmorillon

Code AIOT : 0007203230

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2026 dans l'établissement Carrières Pain implanté lieu-dit « les Roches » 86500 Saulgé. L'inspection a été annoncée le 3 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrières Pain
- Lieu-dit « les Roches » 86500 Saulgé
- Code AIOT : 0007203230
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette ancienne sablière a été autorisée en 1989 pour 10 ans. Un récépissé de déclaration a été délivré à la société Carrières Pain le 24 juin 1999 pour le lavage de minéraux (rubrique 2515). La remise en état de la partie carrière a été finalisée en 2002.

Une inspection réalisée en avril 2024 avait permis de mettre en évidence :

- l'arrêt de l'activité des installations de lavage des matériaux sans que n'ait été réalisée la procédure de cessation d'activité, avec la présence sur le site d'équipements manifestement hors d'usage, de bungalows désaffectés et de divers déchets ;
- l'exploitation d'une installation de gestion irrégulière de déchets par la société Morlat Assainissement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Procédure de cessation	Code de l'environnement, article R512-66-1
2	Gestion irrégulière de déchets	Code de l'environnement, article L541-3

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à l'évacuation des équipements et déchets, ainsi qu'à la déclaration de la cessation d'activité demandée. À ce titre, il peut être considéré que la société Carrière Pain a répondu aux demandes formulées lors de la dernière inspection.

Toutefois, l'action relative aux activités de la société Morlat Assainissement ne pourra être clôturée qu'une fois les ATTES requises transmises par cette dernière. À ce titre, le site demeure à ce stade soumis à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure de cessation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation de l'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« I. – Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. [...] »</i> <i>II. – La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</i> <i>III. – Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] »</i> <i>IV. – L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation n'est pas réalisée en même temps que la mise en sécurité, il informe par écrit de son achèvement le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. »</i> <b><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-DCPPAT/BE-192 en date du 5 septembre 2024, article 2 :</u></b> <i>« Dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, ou de la levée des scellés si elle-ci devait intervenir postérieurement, la société Carrières Pain procède aux opérations de cessation d'activité telles que prévues par les articles R. 512-66-1 à R. 512-66-3 du code de l'environnement. [...] »</i>
<b>Constats :</b> La levée des scellés est intervenue le 19 décembre 2024.  Suite à celle-ci, l'exploitant a transmis en juin 2025 des photographies du site témoignant de l'évacuation d'une grande partie des déchets et machines ayant été laissés sur place suite à l'arrêt de l'activité de lavage de matériaux.  Le jour de l'inspection il est constaté que l'ensemble des équipements a été évacué. L'inspecteur a rappelé à l'exploitant que cette cessation devait maintenant faire l'objet d'une déclaration de cessation via le site internet dédié.  La déclaration de cessation d'activité a été réalisée le 16 mars 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Gestion irrégulière de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L541-3
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Gestion de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« 1.-Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé [...]. »</i>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté que le site est cadenassé, empêchant l'accès des tiers aux terrains.</p> <p>Le fils du propriétaire indique que la société Morlat Assainissement a réalisé des études et que les travaux de dépollution ont été réalisés fin janvier. Il est ainsi constaté la présence de plusieurs « fosses » témoignant des excavations réalisées. Le dossier relatif à la dépollution du site a en outre été remis à l'inspection.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>La cessation de l'activité relative au dépotage de déchets par la société Morlat Assainissement sur l'ancienne carrière ne pourra être actée qu'une fois les ATTES transmises par cette dernière, conformément aux articles R512-39 et suivants du code de l'environnement.</p> <p>À cet effet, un rapport analysant les travaux de dépollution réalisés et rappelant la nécessité de transmission de ces documents est également établi et transmis à la société Morlat Assainissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites